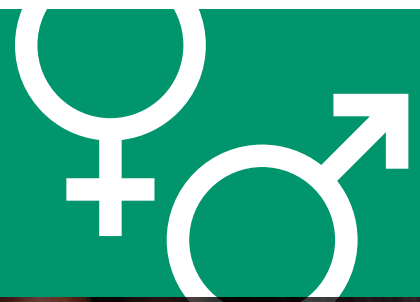




Synthèses de connaissances sur le **genre** et les systèmes **ESEC**



Les coûts et les avantages des systèmes d'ESEC comme outil d'autonomisation des femmes

Synthèse 1, n° 4

Photo : Dominic Chavez/Banque mondiale

MESSAGES CLÉS

- **La couverture des systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est très restreinte dans le monde entier**, en particulier en Afrique, en Asie du Sud et en Asie de l'Est. L'enregistrement insuffisant des faits d'état civil touche les gens différemment, et les effets les plus marqués sont subis par les femmes et les filles, qui sont plus susceptibles d'être exclues de l'économie, de se désintéresser de la politique et d'avoir un accès limité aux services et aux possibilités qu'offre la vie.
- **Le coût lié à l'amélioration de ces systèmes cruciaux est relativement modeste.** Il suffirait d'un investissement de seulement 1,5 milliard USD en aide au développement, accompagné d'un niveau égal de financement intérieur d'ici 2030, pour mettre en place les systèmes requis dans 77 des pays qui en ont le plus besoin. Ce montant représente seulement 1 % de l'aide publique au développement (APD) actuelle (Gurría 2018).
- **En dépit d'une série de généreuses initiatives lancées depuis 2014, il y a toujours un déficit de plus de 85 % dans le financement requis pour les investissements dans les systèmes d'ESEC.** Heureusement, il existe des arguments probants en faveur de l'investissement. Une meilleure identification au moyen des systèmes d'ESEC permet un accès accru aux services bancaires et économiques (ce qui produit des rendements économiques élevés) et appuie des programmes et des investissements sociaux plus ciblés et efficaces afin de produire des économies de coûts pour les gouvernements.
- **Des systèmes d'enregistrement des naissances et d'identification entraînent également des retombées positives indirectes sur la participation sociale et politique des femmes.**

- **Avant de se lancer dans des programmes en vue de mettre à niveau un système d'ESEC ou de mettre en œuvre un système d'identité nationale, il faut mener une analyse approfondie de la situation du pays afin d'évaluer l'état de préparation et la capacité.**

1. INTRODUCTION

L'enregistrement de l'état civil est le système qui permet aux gouvernements d'enregistrer les faits d'état civil de la vie d'une personne, dont la naissance, le décès, le mariage, le divorce, etc. L'enregistrement de l'état civil donne aux résidents d'un pays une preuve d'état civil et d'identité légale, qui peut leur donner accès à des services et à du soutien. Un système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) constitue une source cruciale de données démographiques et sur la population. Qui plus est, l'enregistrement des décès, ainsi que de leur cause, est une source importante de renseignements relatifs à la santé publique (SDSN 2015). Les systèmes d'ESEC sont la seule source de données continues, complètes et fiables sur les faits d'état civil qui inclut même les petites entités administratives. Il s'agit donc d'un intrant essentiel de la planification

et de l'élaboration de politiques nationales et infranationales (Knowles et Koolwal 2017). Par exemple, des données locales sur la mortalité, continuellement disponibles et ventilées par cause, sont essentielles à la formulation de politiques efficaces pour répondre à des problèmes sanitaires particuliers. Toutefois, « la moitié de tous les pays à faible et à moyen revenu ne possèdent pas de systèmes viables pour l'enregistrement des naissances et d'autres faits d'état civil. [...] En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne respectivement, la naissance de seulement 39 à 44 % des enfants est enregistrée » (Banque mondiale 2016).

Les systèmes d'ESEC sont particulièrement cruciaux pour notre compréhension et notre considération de la dynamique des genres dans la société. En enregistrant l'accès des femmes et des filles, des hommes et des garçons, et des personnes non binaires aux services, à l'éducation, aux soins de santé et à la représentation juridique, ces systèmes peuvent nous aider à comprendre les divisions et les inégalités sociales. Les systèmes d'ESEC sont particulièrement bénéfiques pour les femmes et les filles en raison des contraintes additionnelles auxquelles les confrontent la discrimination fondée sur le sexe, le risque accru de mariage précoce et de trafic sexuel, et la vulnérabilité accrue à laquelle les prédisposent le veuvage ou le divorce. L'absence de certificat de naissance, de décès, de mariage ou de divorce, ou de pièces d'identité à l'âge adulte peut avoir des effets catastrophiques pour les groupes vulnérables de femmes et leurs enfants, particulièrement pour les jeunes mères célibataires, les veuves, les migrantes, les réfugiées et les membres de groupes ethniques ou religieux minoritaires » (Knowles et Koolwal 2017).

Les deux autres documents de cette synthèse, « Leave No One Behind: CRVS, Gender and the SDGs » de Mayra Buvinic et d'Eleanor Carey, de Data2X, et « Harnessing CRVS Data for



Photo : Graham Crouch/Banque mondiale

the Gender-Related SDGs: Opportunities and Challenges » de Shaida Badiie et de Deirdre Appel, de l'Open Data Watch, décortiquent les avantages de systèmes d'ESEC solides pour l'égalité entre les sexes. Ces documents expliquent en détail en quoi les systèmes d'ESEC peuvent permettre une meilleure compréhension de la dynamique sociétale, des expériences sexospécifiques et des occasions de fournir des services propres au genre et au sexe afin de garantir que personne n'est laissé pour compte (conformément au mandat du Programme de développement durable à l'horizon 2030) (**Nations Unies 2015**). Ce document complète l'analyse contextuelle faite dans les autres en se concentrant sur certaines des entraves pratiques à l'expansion des systèmes d'ESEC, c'est-à-dire les coûts, les niveaux actuels d'investissement et le déficit, tout en mettant en lumière l'immense possibilité d'investissement.

Les coûts associés à la mise en place et au maintien de systèmes d'ESEC solides dans les pays de par le monde varient considérablement. Selon une estimation prudente couvrant les 77 pays bénéficiaires et pouvant prétendre à un financement mixte qui obtiennent de l'aide de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque mondiale, au moins 3,3 milliards USD sont nécessaires. On s'attend à ce qu'environ 50 % de ce montant provienne de contributions gouvernementales et à ce que 5 % provienne de la communauté internationale d'ici 2024 (**SDSN 2015**). Heureusement, comme le démontre ce document, il existe des arguments probants en faveur de l'investissement, qui promet des rendements économiques élevés résultant de meilleurs systèmes d'identification ainsi qu'un meilleur accès aux services bancaires et économiques, et des économies de coûts grâce à des programmes fiscaux et sociaux plus ciblés et efficaces. Les gouvernements ont aussi une motivation politique pour agir en raison des effets positifs de l'identification sur l'engagement politique et la participation aux élections.

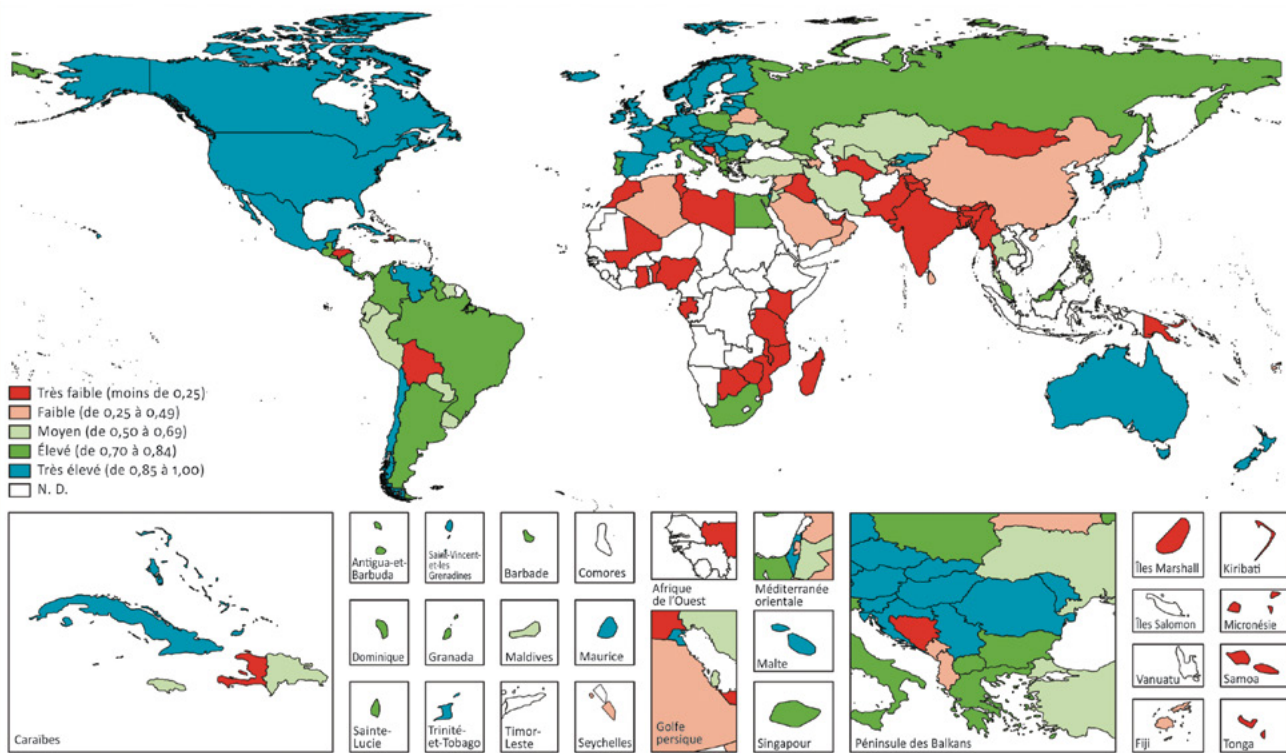
2. COUVERTURE DES SYSTÈMES D'ESEC

En dépit de l'importance des systèmes d'ESEC pour une gouvernance fonctionnelle et notre compréhension des expériences individuelles, ils sont lamentablement inadéquats dans le monde entier. Ils infligent des effets discriminatoires aux femmes et aux filles ainsi qu'aux hommes et aux garçons (voir « Leave No One Behind: CRVS, Gender and the SDGs » de Mayra Buvinic et d'Eleanor Carey de Data2X, compris dans cette série de documents d'information).

En 2015, *The Lancet* a publié une étude de la couverture mondiale des systèmes d'ESEC qui comportait un indice de rendement des statistiques de l'état civil. L'indice de rendement des statistiques de l'état civil évalue le rendement des systèmes d'ESEC sur la base des données sur la mortalité, validées à partir de l'ensemble de données de la charge de morbidité mondiale. Les données sur la mortalité sont traitées comme une « mesure de la qualité et de l'utilité de toutes les statistiques de l'état civil produites par le système d'enregistrement des faits d'état civil » (**Mikkelsen et coll. 2015**). Les auteurs justifient cela par le fait que les niveaux d'enregistrement des naissances sont généralement plus élevés que ceux de l'enregistrement des décès, ce qui fait de l'enregistrement des décès un meilleur indicateur de la fonctionnalité intégrale du système (**Mikkelsen et coll. 2015**).

L'indice, qui couvre 148 pays et territoires, a attribué une note à chaque pays en fonction de la meilleure année disponible entre 2005 et 2012 et les a regroupés en cinq catégories de rendement distinctes, de « rudimentaire » à « satisfaisante » (**Mikkelsen et coll. 2015**). Ils ont conclu que « globalement, seulement des progrès modestes avaient été réalisés depuis 2000, le pourcentage de décès enregistrés ayant augmenté de 36 % à 38 %, et le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dont la naissance

Figure 1 : Couverture des systèmes d'ESEC d'après les résultats de l'IRSEC pour la meilleure année disponible entre 2005 et 2012



Source : [Mikkelsen et coll. 2015](#); reproduit avec autorisation.

avait été enregistrée étant passé de 58 % à 65 % ([Mikkelsen et coll. 2015](#)). Donc, près des deux tiers des décès dans la population mondiale ne sont pas enregistrés, et 35 % des enfants ne reçoivent jamais de certificat de naissance ([Mikkelsen et coll. 2015](#)). Philip W. Setel et ses collègues (2007) appellent cela le « scandale de l'invisibilité » découlant de la stagnation des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil ([Setel et coll. 2007](#)).

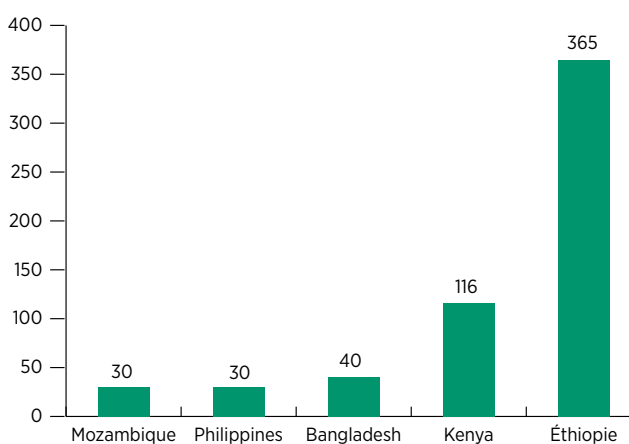
La figure 1 illustre la qualité des systèmes d'ESEC mondiaux selon l'échelle susmentionnée. Le code de couleur blanc et rouge représente les systèmes inexistantes ou de très piètre qualité, que l'on retrouve principalement en Afrique et en Asie du Sud et de l'Est.

3. COÛTS DES SYSTÈMES D'ESEC ET DÉFICIT DE FINANCEMENT

L'amélioration de la couverture des systèmes d'ESEC partout dans le monde nécessitera un investissement considérable. Il est toutefois difficile d'établir le coût de telles améliorations. Il y a un grand écart dans les estimations nationales en raison de la capacité existante, du niveau d'infrastructure numérique disponible à l'échelle du gouvernement, du type de système d'enregistrement utilisé ou prévu, et de la possibilité que le système d'ESEC puisse être jumelé à un système d'identification plus avancé technologiquement (comme des cartes intelligentes ou la collecte de données biométriques).

À titre d'exemple, en 2014, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale ont tenté d'estimer le coût de l'expansion des systèmes d'ESEC dans 73 pays prioritaires pour la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant (**Banque mondiale et OMS 2014**). Ils ont examiné les plans d'investissement dans les systèmes d'ESEC et constaté que les estimations des coûts variaient de 30 à 365 millions USD sur une période de planification de 5 ans. (Ce dernier chiffre provient de l'Éthiopie, qui venait à peine d'établir un organisme national d'enregistrement des faits d'état civil en octobre 2013 – voir la figure 2.) « Si l'on met l'investissement dans un contexte de population, les coûts pour les pays se traduisent par une fourchette allant de moins de 1 USD par habitant dans des pays tels que les Philippines et le Bangladesh à entre 1 et 4 USD au Mozambique et en Éthiopie. Le coût par fait d'état civil (naissances et décès) varie de moins de 2 USD à plus de 13 USD » (**Banque mondiale et OMS 2014**).

Figure 2 : Coût total du développement des systèmes d'ESEC par plan national quinquennal (en millions \$US)^a



Source : National CRVS Investment Plans, OMS 2014.

^a Le total pour le Bangladesh exclut les coûts biométriques.

Les dernières études montrent aussi de grands écarts. En 2015, l'Université du Botswana et le ministère du Travail et des Affaires intérieures du Botswana ont examiné le système d'ESEC de ce pays et constaté qu'avec un budget annuel d'à peine 5,6 millions USD (2,50 USD par habitant), le gouvernement avait considérablement amélioré son système d'ESEC. Par exemple, il a atteint un niveau d'enregistrement des naissances de 83 % (**ministère du Travail et des Affaires intérieures du Botswana et Université du Botswana 2015**). À l'autre extrémité, une étude de la Banque mondiale au Nigeria a estimé qu'il faudrait 4,3 milliards USD (23,70 USD par habitant) pour mettre en oeuvre le programme d'identité nationale, y compris une mise à niveau de son système d'ESEC (**Banque mondiale 2017**).

Malgré les différences entre les pays examinés, l'étude de la Banque mondiale et de l'OMS de 2014 a permis de mettre au point une méthodologie d'examen des coûts pour d'autres pays à l'échelle mondiale, en tenant compte des capacités et de la population existantes. Elle a estimé qu'il faudrait 3,8 milliards USD pour élargir la couverture des systèmes d'ESEC d'ici 2024 dans 73 pays de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde (**Banque mondiale et OMS 2014**). Elle comprenait quatre éléments essentiels d'un système d'ESEC fonctionnel dans son établissement des coûts : « (a) coûts de développement (coûts différentiels ou coûts supplémentaires pour l'établissement et le renforcement des systèmes d'ESEC; (b) coûts différentiels récurrents pour le maintien des systèmes d'ESEC; (c) soutien international aux systèmes d'ESEC, y compris la mise en commun des connaissances et la solidification de l'assise de données probantes; (d) suivi et évaluation » (**Banque mondiale et OMS 2014**). Les coûts énoncés dans chaque plan ont été décomposés en coûts fixes, de démarrage ou en capital et en coûts variables et d'exploitation.

En 2015, SDSN et coll. ont approfondi cette analyse dans une étude d'évaluation des besoins, intitulée « Data for Development: A Needs Assessment for SDG Monitoring and Statistical Capacity Development », portant sur 77 pays bénéficiaires d'aide de l'IDA (**SDSN 2015**). Ces 77 pays sont un sous-ensemble des 100 pays du monde entier toujours dépourvus de systèmes d'ESEC viables (**Banque mondiale et OMS 2014**), mais ont été choisis comme représentation raisonnable du nombre total de pays susceptibles d'avoir besoin d'aide internationale. Parmi les premiers pays de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant, 55 étaient admissibles à recevoir de l'aide de l'IDA; le consortium dirigé par le SDSN a extrapolé pour les 22 autres. Les estimations des coûts des systèmes d'ESEC dans ces pays ont été calculées à partir des coûts unitaires de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant, en tenant compte de la taille de la population et de l'exhaustivité de l'enregistrement des naissances. En l'absence d'autres renseignements sur l'état d'avancement des plans de mise en œuvre des pays, on a présumé que chacun des pays rajoutés effectuerait aussi une évaluation

complète ou devrait apporter des révisions à ses plans, au coût moyen de 100 000 USD. Le rapport a permis de conclure que le coût total estimé des améliorations des systèmes d'ESEC et des opérations au sein des pays de l'IDA et pouvant prétendre à un financement mixte sur une période de 10 ans (de 2015 à 2024) s'élèverait à 2,75 milliards USD, les coûts moyens annuels se chiffrant à 275 millions USD. Il pourrait être plus pertinent au regard des politiques d'utiliser l'estimation visant la période de 15 ans des objectifs de développement durable (ODD), pour laquelle le coût total des améliorations aux systèmes d'ESEC s'élèverait à 3,3 milliards USD, les coûts moyens annuels se chiffrant à 220 millions USD (voir la figure 3).

La figure 3 illustre le déficit de financement par rapport au coût initial sur 10 ans de 2,75 milliards USD et aux coûts différentiels récurrents engagés entre 2025 et 2030, estimés à environ 500 millions USD, financés à 96 % par des ressources nationales (**SDSN 2015**). Le rapport de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant estime le déficit de financement, ou le montant d'aide externe requis, à 52 % du total, jusqu'en 2024. En extrapolant les estimations

Figure 3 : Déficit de financement estimé (en millions USD) pour les améliorations des systèmes d'ESEC entre 2015 et 2030, d'après le plan d'accroissement de l'investissement

	2015 à 2019	2020 à 2024	2024 à 2030	Total sur 15 ans	Écart financier
Coûts de développement	826	826		1 652	1 193
Coûts récurrents	288	558	558	1 404	53
Soutien international aux systèmes d'ESEC, y compris la mise en commun des connaissances et la solidification de l'assise de données probantes ²	83	83		165	165
Suivi et évaluation ³	41	41		83	83
TOTAL	1 238	1 508	558	3 304	1 494

Source : **SDSN, 2015**; reproduit avec autorisation.

de l'accroissement de l'investissement jusqu'en 2030, les auteurs de « Data for Development: A Needs Assessment for SDG Monitoring and Statistical Capacity Development » ont supposé que les coûts de démarrage initial financés par des organisations de développement international ne seraient plus en vigueur et que les dépenses récurrentes seraient financées exclusivement par des ressources nationales. Selon cette logique : des 3,3 milliards USD requis pour les améliorations des systèmes d'ESEC dans 77 pays, on aura besoin de 1,5 milliard USD de la part de la communauté internationale entre 2015 et 2030.

Ces dernières années, on a déployé un certain nombre d'efforts pour accroître l'investissement dans les systèmes d'ESEC. En 2014, le secrétaire général des Nations Unies a convoqué le Sommet « Chaque femme, chaque enfant » à Toronto au Canada pour attirer l'attention sur la question urgente de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Le Sommet a été suivi par un engagement de la part du gouvernement du Canada, du gouvernement de la Norvège, de la United States Agency for International Development (USAID) et de diverses autres entités à établir le Mécanisme de financement mondial (GFF) à l'appui de la santé des femmes et des enfants. Le Canada a pris des engagements de 200 millions USD envers le GFF, dont 100 ont été consacrés à l'amélioration des systèmes d'ESEC ([gouvernement du Canada 2015](#)).

En 2015, l'initiative Data for Health de Bloomberg Philanthropies s'est engagé à hauteur de 100 millions USD envers 20 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sur 4 ans. Le but de cette initiative est de rehausser la qualité des données sur la santé et l'utilisation des données, en augmentant le nombre d'enregistrements des naissances et des décès et en améliorant la qualité des données sur

les causes de décès, ce qui est essentiel à la compréhension de la mortalité maternelle. L'organisme de santé publique Vital Strategies, cofinancé par Bloomberg Philanthropies et le gouvernement australien, est le partenaire de mise en oeuvre. Il représente un partenariat de mise en oeuvre intéressant, puisqu'il comprend les bailleurs de fonds ainsi que d'autres groupes d'experts, tels que la Fondation CDC, la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, l'Université de Melbourne et l'OMS ([Vital Strategies 2018](#)).

Il existe des initiatives généreuses; toutefois, les deux se concentrent sur un petit nombre de pays, ce qui laisse plus de 85 % des besoins actuels non satisfaits. Par conséquent, il est crucial de présenter des arguments convaincants pour accroître l'investissement dans les systèmes d'ESEC mondiaux. La section 4 met en évidence certaines preuves des puissantes répercussions économiques, politiques et sociales d'un système d'ESEC robuste, et explique les raisons pour lesquelles il s'agit d'un judicieux investissement à long terme pour le secteur public, ainsi que d'une source de rentabilité économique importante pour les investisseurs privés.

4. LE BIEN-FONDÉ DE L'INVESTISSEMENT

Le besoin d'accroître l'investissement dans les systèmes d'ESEC est criant. Comme il manque plus de 85 % du financement requis, des partenariats et des modèles de collecte de fonds novateurs seront nécessaires. En particulier, il est impératif de montrer aux gouvernements nationaux l'importance primordiale de disposer de systèmes d'ESEC viables pour une gouvernance et une administration efficaces, et pour la croissance économique, de montrer à la communauté internationale les effets d'entraînement de

l'investissement dans les systèmes d'ESEC pour obtenir d'autres résultats sociaux et économiques, et de montrer aux investisseurs privés les possibilités de développement des entreprises dans différentes technologies liées à l'identification. La section qui suit s'intéresse aux bienfaits sur l'économie, la politique et la gouvernance pouvant découler de l'établissement de systèmes d'ESEC solides, avec des retombées particulièrement positives pour l'autonomisation des femmes, pour les sociétés et pour les économies nationales.

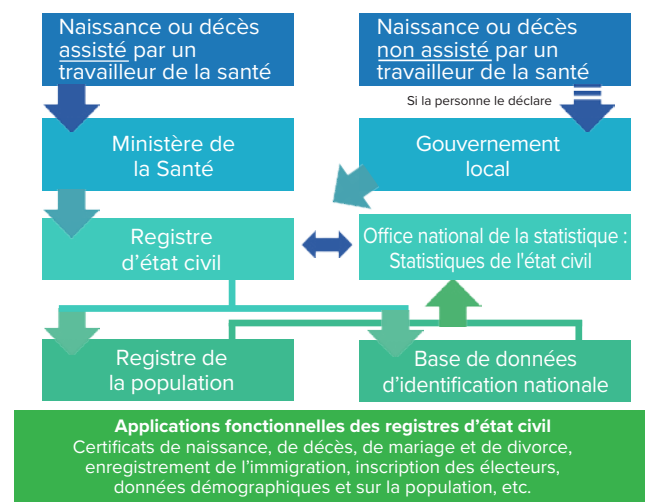
A. Retombées économiques

La première et la plus fondamentale contribution d'un système d'ESEC est qu'il peut aider à constituer un dossier détaillé de l'ensemble de la population nationale, complétant ainsi le recensement national. Il offre un portrait détaillé des circonstances individuelles, par exemple à savoir si les gens sont mariés ou divorcés ou s'ils ont des enfants. Cette information est essentielle pour un système national d'imposition solide et efficace, qui peut être ajusté de façon à prendre en compte les circonstances personnelles, dont le nombre de personnes à charge. Les statistiques agrégées compilées à partir des dossiers d'ESEC peuvent également compléter le recensement en indiquant la population totale, ventilée par âge et par genre, entre autres facteurs.

Grâce à un système d'ESEC viable, les gouvernements peuvent aussi créer des bases de données d'identification consistantes, comprenant le numéro d'enregistrement de la naissance, l'identification des électeurs et les renseignements se rapportant au passeport. Ces bases de données ont le potentiel d'améliorer la qualité des services gouvernementaux offerts aux gens (voir la figure 4). Les bases de

données d'identification peuvent prendre de nombreuses formes, allant d'un simple numéro lié à un certificat de naissance ou à un dossier fiscal permanent, à un système biométrique interconnecté (en Inde ou aux Philippines, par exemple), qui comprend des renseignements sur l'identification des électeurs, les permis de conduire, les adresses, les renseignements se rapportant au passeport, le statut au regard de l'immigration ou d'autres données d'identification.¹

Figure 4 : La circulation de l'information dans un système d'ESEC viable



Source : compilé par l'auteur

Bien comprendre les systèmes d'ESEC (et, par exemple, les utiliser pour créer des bases de données d'identification) peut avoir d'immenses répercussions sur les recettes fiscales, tout en générant des économies grâce à une efficacité accrue. Par exemple, un nouveau système national d'identification aux Philippines devrait générer des économies de coûts pouvant atteindre jusqu'à 2 % du produit intérieur brut (PIB) du pays sur cinq ans en raison d'une meilleure affectation des ressources. D'après

¹ Le présent document ne considère pas les avantages ou les inconvénients de toutes ces approches. Pour un bon résumé des aspects positifs et négatifs des systèmes d'identification nationaux, reportez-vous à [Jacob 2018](#).

les estimations du PIB de 2016 par la Banque mondiale, cela équivaut à 6,09 milliards USD (Mayhew 2016). Le système biométrique consolidera et remplacera un jour toute l'information recueillie au moyen de 33 systèmes de cartes d'identité différents gérés par une variété d'organismes. Le nouveau système collectera le numéro de référence commun et les renseignements de base d'une personne, y compris les données biométriques, le statut d'électeur, le numéro de passeport, le numéro d'identification de contribuable et le numéro d'assurance-maladie (Espey 2018).

Pour le secteur privé, l'expansion des systèmes d'ESEC et des systèmes d'identification subséquents constitue une occasion d'affaires gigantesque. Le secteur privé a un rôle de premier plan à jouer dans la proposition de nouvelles solutions qui répondent aux besoins d'information des systèmes d'ESEC. Par exemple, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) peut étendre sa couverture mobile à la totalité de l'Afrique subsaharienne tout en combinant cette couverture avec d'autres services, tels que les services de santé intelligents locaux. Dans plus de 60 pays du monde, dont l'Inde et les Philippines, la technologie biométrique pour le balayage de l'iris, les empreintes digitales et les photographies est actuellement employée dans les programmes d'identité nationale (Gelb et Clark 2013, Gelb et Metz 2018), et 59 pays (dont certains sont compris dans les 60 susmentionnés) s'affairent aussi au déploiement de « cartes intelligentes » (Pala, 2018) qui couvriront environ 3,5 milliards de citoyens d'ici la fin de 2021, d'après la société de sécurité numérique Gemalto (Gemalto 2018).

Enfin, les systèmes d'ESEC ont des effets économiques individuels bénéfiques. Des 1,7 milliard d'adultes qui ne possèdent pas de compte en banque, 56 % sont des femmes

(selon la Banque mondiale) et dans les économies en développement, les femmes demeurent 9 % plus susceptibles de ne pas avoir de compte en banque que les hommes (Sahay et Cihak 2018). Près d'une femme adulte sans compte bancaire sur six manque de documentation et indique qu'il s'agit de la principale raison expliquant sa situation (Hanmer et Dahan 2015). Donc, environ 158 millions de personnes dans le monde entier n'ont pas accès à des services financiers, uniquement parce qu'elles ne possèdent pas de certificat de naissance ou de forme équivalente d'identification personnelle.

Par exemple, l'industrie du vêtement au Bangladesh représente 80 % des exportations du pays et 85 % des travailleurs sont de jeunes femmes. La majorité de ces femmes ne détiennent pas d'enregistrements de naissance ou d'autres formes de pièces d'identité, et moins de 20 % de ces travailleuses ont accès à des comptes bancaires. Cela signifie qu'elles sont payées en argent comptant, ce qui complique le suivi et la contestation des paiements. Les propriétaires des usines ont ainsi le loisir d'exploiter ces femmes à la fois du point de vue de leurs heures de travail et de leur paye (Cairns et Iskenderian 2015).



Dominic Chavez/Banque mondiale

Le fait de donner à ces femmes un accès aux services financiers et d'identification qui leur manquent entraînerait des répercussions énormes sur leur productivité et leur bien-être économiques, ainsi que sur l'économie mondiale. La relation entre l'égalité des sexes et la croissance économique est bien documentée (**Forum économique mondial 2015**). Selon une estimation, 27 % de la croissance du PIB se perd en raison de l'inégalité économique fondée sur le genre (**Cairns et Iskenderian 2015**). Différentes études se sont penchées sur les effets de l'inclusion financière des femmes sur la croissance économique. Par exemple, en 2005, la Banque mondiale a estimé que les possibilités inégales en matière d'éducation et d'emploi avaient limité la croissance économique de l'Afrique subsaharienne de 0,8 % par année entre 1960 et 1992. Elle a appliqué ces calculs à l'Ouganda seulement afin d'indiquer que le pays pourrait gagner jusqu'à concurrence de deux points de pourcentage de croissance du PIB par année en éliminant l'inégalité entre les sexes dans le système d'éducation et l'accès aux emplois (**Banque mondiale 2005**).



Photo : Mohammad AL-Arief/Banque mondiale

B. Participation politique

Outre les incitatifs financiers à l'expansion des systèmes d'ESEC et d'identification, il existe des incitatifs politiques clairs. Abstraction faite des arguments liés aux droits fondamentaux de la personne, le fait de refuser l'identification aux gens limite leur engagement politique et leur capacité de voter. Aux États-Unis, le National Democratic Institute (NDI) a découvert que l'écart en matière d'enregistrement des naissances et de documents d'identification faisait en sorte que les femmes étaient moins portées à s'inscrire comme électrices ou comme candidates, ce qui les exclut des décisions politiques et des postes de direction (**Hanmer et Dahan 2015**). En revanche, les femmes qui ont accès à l'identification disent s'intéresser davantage à la politique, exercer activement leur droit de vote et bénéficier de la protection juridique que leur confère leur enregistrement en tant que citoyennes. Cela a été le cas au Pakistan après l'expansion du système de cartes d'identité nationales informatisées (**Hanmer et Dahan 2015**). Les systèmes d'ESEC revêtent également une importance cruciale dans l'établissement d'un registre exact des électeurs, les listes électorales se basant souvent sur ces registres d'identité (**Nielsen et coll. 2014**).

C. Gouvernement efficace

Pour les gouvernements, les bienfaits d'un système d'ESEC robuste, pour l'égalité entre les sexes comme pour une gouvernance efficace, sont manifestes. Avec le recensement, les systèmes d'ESEC et d'identification fournissent des dénombrements exacts et ventilés de la population, qui servent à la fois de numérateur et de dénominateur pour de nombreux indicateurs nationaux. La mise en place de systèmes d'ESEC solides peut aider à établir un système de rapports numérique à l'échelle du gouvernement et à améliorer la qualité des

dossiers administratifs. Comme les systèmes d'ESEC surveillent les naissances, les décès et les mariages, ils peuvent également compléter d'autres statistiques officielles dans le but d'aider à définir et à cibler les services, tels que la pension alimentaire. Cependant, ce qui est peut-être la chose la plus fondamentale, c'est que les systèmes d'ESEC sont les piliers d'un système de santé efficace.

La cause du décès est une mesure vitale de tout service de santé efficace afin d'évaluer les maladies évitables. Lorsque les décès sont enregistrés, ainsi que des renseignements précis sur leur cause, les systèmes peuvent révéler des maladies imposant un fardeau disproportionné aux femmes ou aux hommes, ce qui aide les décideurs politiques à mettre au point des interventions de santé publique ciblées.

« Les systèmes de santé dans le monde entier dépendent de renseignements fiables sur les causes de mortalité pour permettre une adaptation efficace aux circonstances épidémiologiques changeantes. Ces interventions dépendent étroitement de données exactes pour orienter la prise de décisions. Dans un système d'information sur la santé, des données précises et opportunes sur les causes de décès sont fondamentales pour l'élaboration de programmes et de politiques, et pour la mesure des changements dans l'ampleur et la répartition des problèmes de santé et des maladies au sein des populations » (Rampatige et coll. 2014).

Toutefois, moins de la moitié des décès dans le monde sont enregistrés. Des données de la Chine et du Rajasthan, en Inde, indiquent que les décès de femmes sont moins susceptibles d'être enregistrés que les décès d'hommes (Knowles et Koolwal 2017). Cet écart peut masquer des inégalités notables dans les services de santé, par exemple sur le plan de la qualité des soins de santé maternels. L'une des grandes difficultés

est que la plupart des données mondiales sur la mortalité maternelle sont estimées d'après des sondages ou des modèles, puisque les systèmes d'ESEC sont déficients ou manquent de couverture (par exemple, en Indonésie) (Joint Committee on Reducing Maternal and Neonatal Mortality in Indonesia 2013). Il est difficile et coûteux d'estimer la mortalité maternelle à partir de sondages. L'enregistrement complet des décès, dont les décès maternels, fournir davantage de renseignements sur l'état de santé des mères et de leurs enfants (Appel et Wahabzada 2016). Sans cette information, les gouvernements ne peuvent pas concevoir de services de santé et des investissements ciblés, ce qui les empêche d'utiliser les ressources publiques restreintes avec une efficacité et une efficacité optimale.


5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'accroissement des systèmes d'ESEC et d'identification dans le monde entier est un impératif urgent pour la croissance économique, l'engagement politique et, ce qui est peut-être le plus important, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Le coût de cet accroissement est plutôt modeste; entre 2015 et 2030, il suffit de seulement 1,5 milliard USD de la part des bailleurs de fonds, avec un investissement égal de ressources nationales, pour établir les systèmes requis dans 77 des pays qui en ont le plus besoin. Ce montant représente seulement 1 % de l'APD actuelle (Gurria 2018). Des entités telles que Bloomberg Philanthropies et le gouvernement du Canada ont fait preuve d'un fort leadership politique en investissant 200 millions USD dans l'expansion des programmes d'ESEC dans un groupe de pays prioritaires. Cependant, il reste encore fort à faire pour garantir l'identification de tous les habitants de la planète, ainsi que des systèmes de statistiques de l'état civil efficaces.

Heureusement, il existe des arguments probants en faveur de l'investissement. Par exemple, l'identification pourrait permettre à plus de 158 millions de femmes d'accéder à des comptes bancaires et à des services financiers. Entre-temps, les systèmes d'ESEC peuvent contribuer aux bases de données d'identification, et ensemble, ces deux éléments sont à même de soutenir des systèmes fiscaux plus sophistiqués. Ces systèmes présentent un énorme potentiel d'économies, entre autres aux Philippines (des économies de coûts de 3 % du PIB du pays sont attendues sur cinq ans grâce à la mise en œuvre d'un système d'identité nationale). Des systèmes d'ESEC robustes peuvent permettre une utilisation plus judicieuse des ressources restreintes pour des services publics, tels que les soins de santé et les pensions alimentaires, et favoriser une plus forte inscription des électeurs. Pour les entreprises, un système d'ESEC fonctionnel menant à une technologie de systèmes d'identité plus avancée présente d'immenses possibilités, comme en témoignent les pays du monde entier (plus de 60) qui se tournent vers des systèmes d'identification biométrique ou qui emploient des cartes intelligentes. Pour ce qui est de la communauté internationale, investir dans l'établissement de systèmes d'ESEC efficaces nous permet non seulement de compter la population non recensée, mais aussi d'autonomiser un plus grand nombre de femmes et de filles partout dans le monde. Avec les systèmes d'ESEC, nous pouvons jeter les bases de politiques sociales et économiques efficaces afin de ne laisser personne pour compte.

Recommandations

- **Il faut d'autres exemples documentés comme ceux qui figurent ci-dessus. L'argumentation économique en faveur de l'investissement dans les systèmes d'ESEC devrait être suffisamment forte pour convaincre les gouvernements de consentir les investissements nécessaires et les partenaires internationaux de réunir suffisamment d'expertise et d'investissements à court terme pour mettre les systèmes d'ESEC sur la voie d'un avenir durable** (Banque mondiale et OMS, 2014). Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont la chance de bénéficier de la révolution des données et de passer plus rapidement des systèmes papier aux nouveaux systèmes fondés sur les TIC, dont la maintenance est beaucoup moins coûteuse. Les nouvelles technologies donnent la possibilité d'abandonner les vieux systèmes onéreux et inefficaces pour de nouveaux systèmes à faible coût et d'une grande efficacité. Un tel changement nécessitera des investissements en capital et le développement d'une nouvelle capacité adéquate, mais il faut d'abord mieux comprendre les coûts et les rendements de ces investissements.

- **L'appui politique est essentiel afin que l'investissement dans les systèmes d'ESEC soit perçu comme une solution nécessaire à long terme, et non pas comme une question secondaire. Des avantages économiques et un établissement des coûts bien documentés peuvent favoriser l'appui politique.** Plusieurs options sont envisagées afin d'aider les gouvernements dans les pays prioritaires à combler le déficit de financement afin de renforcer les systèmes d'ESEC ([Banque mondiale et OMS 2014](#)). Toutefois, peu importe le modèle choisi pour le financement international et les mécanismes de gouvernance, les clés du succès seront l'engagement et la direction politiques au niveau de chaque pays.
- **Les pays devraient commencer leur processus par une évaluation de la préparation à investir. Un peu comme l'évaluation de la préparation aux données ouvertes, il s'agit d'un point de départ pour garantir l'adéquation des investissements aux priorités nationales, remédier aux faiblesses du système et exploiter ses forces, fondé sur un cadre institutionnel clair et un mécanisme de coordination fonctionnel.** Les investissements ne devraient pas se limiter au financement national et international; ils devraient plutôt inclure des partenariats avec le secteur privé ([Banque mondiale sans date](#)).
- Il est possible de prouver la pertinence des systèmes d'ESEC sur les plans politique et économique en renforçant les liens entre les systèmes d'ESEC et les programmes de financement des données mondiales actuels. **Les parties prenantes concernées devraient profiter de l'actuelle dynamique liée aux systèmes d'ESEC pour mettre en lumière et prioriser ce travail dans des plans nationaux de développement et de statistiques qui comportent des stratégies de mobilisation nationale et internationale des ressources.** La nécessité d'accorder un meilleur financement aux données se reflète dans des programmes mondiaux tels que le Plan d'action mondial des Nations Unies au Cap et la récente déclaration de Dubaï au UN World Data Forum ([Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au programme de développement durable à l'horizon 2030 de 2017; UN World Data Forum 2018](#)). 

L'auteure du présent document est Jessica Espey, du Réseau de solutions pour le développement durable. Il fait partie de la série de synthèses de connaissance sur le genre et les systèmes ESEC, qui a été mise au point par le Centre d'excellence pour les systèmes d'ESEC, hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), en partenariat avec l'Open Data Watch.

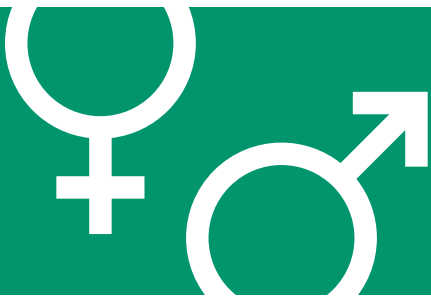
Droits d'auteur : Centre de recherches pour le développement international (2019)

*Citation suggérée : Espey, Jessica. 2019. **Les coûts et les avantages des systèmes d'ESEC comme outil d'autonomisation des femmes**. Série de synthèse de connaissance sur le genre et les systèmes ESEC. Centre de recherches pour le développement international : Ottawa (Ontario).*

RÉFÉRENCES

- Appel, Deirdre et Tawheeda Wahabzada. 2016. « Civil Registration and Vital Statistics: Data Gaps and Possible Solutions. » Open Data Watch Blog. 2016. <https://opendatawatch.com/blog/civil-registration-and-vital-statistics-data-gaps-and-possible-solutions/>.
- Banque mondiale, s.d. « Outil d'évaluation de l'état de préparation. » <http://opendatatoolkit.worldbank.org/en/odra.html>.
- Banque mondiale. 2005. « Uganda: From Periphery to Center – A Strategic Country Gender Assessment. » <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPGENDER/Resources/ugandaSCGA.pdf>.
- Banque mondiale. 2016. « Identification for Development: Strategic Framework. » <http://pubdocs.worldbank.org/en/21571460567481655/April-2016-ID4D-Strategic-RoadmapID4D.pdf>.
- Banque mondiale. 2017. « The State of Identification Systems in Africa: A Synthesis of Country Assessments. » <http://documents.worldbank.org/curated/en/156111493234231522/pdf/114628-WP-68p-TheStateofIdentificationSystemsinAfricaASynthesisofIDDAssessments-PUBLIC.pdf>.
- Banque mondiale et OMS. 2014. « Global Civil Registration and Vital Statistics : A Scaling Up Investment Plan 2015-2024. » <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18962>.
- Cairns, Ann et Mary Ellen Iskenderian. 2015. « The Right to Identity. » Council on Foreign Relations Blog. 11 décembre 2015. <https://www.cfr.org/blog/right-identity>.
- Espey, Jessica. 2018. « Improved Data Governance Leads to Better Economic Outcomes for Philippine Citizens. » <https://www.sdsntrends.org/research/2018/11/5/case-study-philippines-statistics-authority>.
- Forum économique mondial. 2015. « The Global Gender Gap Index 2015. » <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/the-case-for-gender-equality>.
- Gelb, A. and J. Clark. 2013. Identification for Development: The Biometrics Revolution. CGD Working Paper 315. Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/identification-development-biometrics-revolution-working-paper-315>.
- Gemalto. 2018. « National ID Cards: 2016-2018 Facts and Trends. » Gemalto. 6 mai 2018. <https://www.gemalto.com/govt/identity/2016-national-id-card-trends>.
- Gouvernement du Canada. 2015. « Canada's Leadership in Support of Maternal, Newborn and Child Health. » http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/amc-gac/FR5-132-2015-eng.pdf.
- Gurria, Angel. 2018. « Launch of ODA Figures 2017. » OCDE. <http://www.oecd.org/development/launch-of-oda-figures-2017-france-april-2018.htm>.
- Hanmer, Lucia et Mariana Dahan. 2015. « Identification for Development: Its Potential for Empowering Women and Girls. » The World Bank Voices Blog. 9 novembre 2015. <https://blogs.worldbank.org/voices/identification-development-its-potential-empowering-women-and-girls>.
- Jacob, Jamael. 2018. « Pros and Cons of National ID System. » GMA News Online. 27 février 2018. <https://www.gmanetwork.com/news/opinion/content/644837/pros-and-cons-of-national-id-system/story/>.
- Joint Committee on Reducing Maternal and Neonatal Mortality in Indonesia. 2013. *Reducing Maternal and Neonatal Mortality in Indonesia: Saving Lives, Saving the Future*. Washington, D.C.: The National Academies Press.

- Knowles, James C. et Gayatri Koolwal. 2017. « Gender Issues in CRVS and Access to Adult Identity Documentation. » <https://www.data2x.org/wp-content/uploads/2017/11/CRVS-Synthesis-Paper.pdf>.
- Mikkelsen, Lene, David E. Phillips, Carla Abouzahr, Philip W. Setel, Don de Savigny, Rafael Lozano et Alan D. Lopez. 2015. « A Global Assessment of Civil Registration and Vital Statistics Systems: Monitoring Data Quality and Progress. » *The Lancet* 386 (10001): 1395–1406. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(15\)60171-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(15)60171-4).
- Ministère du Travail et des Affaires intérieures du Botswana et Université du Botswana. 2015. « Integration of Civil Registration and Vital Statistics and Identity Management Systems: Botswana Success Story. » <http://documents.worldbank.org/curated/en/963541495179518711/pdf/115148-WP-BotswanaCRVSIIntegrationreportSept-PUBLIC.pdf>.
- Nations Unies. 2015. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F.
- Nielsen, Vibeke Oestreich, Helge Brunborg, Vebjørn Aalandslid, Dag Roll-Hansen et Coen Hendriks. 2014. « Status Analysis on Civil Registration and Vital Statistics (CRVS). » https://brage.bibsys.no/xmlui/bitstream/handle/11250/2468152/NOT2014-41_web.pdf.
- Pala, Margus. 2018. « Countries with Electronic ID Cards for Secure Identification. » Smart ID Blog. 26 avril 2018. <https://smartid.ee/countries-available-smart-card-identifications-methods/>.
- Rampatige, Rasika, Lene Mikkelsen, Bernardo Hernandez, Ian Riley et Alan D. Lopez. 2014. « Systematic Review of Statistics on Causes of Deaths in Hospitals: Strengthening the Evidence for Policy-Makers. » *Bulletin of the World Health Organization* 92 (11). <http://www.who.int/bulletin/volumes/92/11/14-137935/en>.
- Sahay, Ratna et Martin Cihak. 2018. « Women in Finance: A Case for Closing Gaps. » <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2018/09/17/women-in-finance-a-case-for-closing-gaps-45136>.
- SDSN. 2015. « Data for Development: A Needs Assessment for SDG Monitoring and Statistical Capacity Development. » <http://unsdsn.org/resources/publications/a-needs-assessment-for-sdg-monitoring-and-statistical-capacity-development/>.
- Setel, Philip W, Sarah B Macfarlane, Simon Szreter, Lene Mikkelsen, Prabhat Jha, Susan Stout et Carla AbouZahr. 2007. « A Scandal of Invisibility: Making Everyone Count by Counting Everyone. » *The Lancet* 370 (9598): 1569–77. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(07\)61307-5](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(07)61307-5).
- UN High-level Group for Partnership Coordination and Capacity-Building for Statistics for the 2030 Agenda for Sustainable Development. 2017. « Cape Town Global Action Plan for Sustainable Development Data. » Cape Town. https://unstats.un.org/sdgs/hlg/Cape_Town_Global_Action_Plan_for_Sustainable_Development_Data.pdf.
- UN World Data Forum. 2018. « Déclaration de Dubaï. » Dubaï. https://undataforum.org/WorldDataForum/wp-content/uploads/2018/10/Dubai_Declaration_on_CTGAP_24_ctober-2018_online.pdf.
- Vital Strategies. 2018. « Weak CRVS Systems Deny Services To Billions And Pose Threat To SDG Progress. » Vital Strategies. 6 avril 2018. <http://www.vitalstrategies.org/press/weak-crvs-systems-deny-services-billions-pose-threat-sdg-progress/>.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems